

Les États-Unis Sacrifient le Golfe pour l'Empire | Evarist Bartolo

Les États-Unis ont transformé leur « promesse de protection » en un piège de guerre. Non seulement Washington sacrifie délibérément ses alliés du Golfe pour absorber la puissance de feu de l'Iran, mais il sabote aussi intentionnellement leurs industries pétrolières et gazières. Les États-Unis en tirent d'immenses bénéfices, puisqu'ils demeurent l'un des rares producteurs et fournisseurs ouverts de pétrole et de gaz. Combinée à la récente opération de changement de régime au Venezuela, cette manœuvre de puissance garantit la pérennité du pétrodollar, ce qui signifie également que le dollar américain conservera son statut de monnaie de réserve. Quelle démonstration de pouvoir, et quelle manière incroyable de dominer non seulement les ennemis, mais aussi les alliés en même temps. Conclusion : seule une politique étrangère souveraine (neutre) peut protéger son économie et sa paix. Soutenez-nous sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com>
Boutique et dons : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com>

#Pascal

Bienvenue à nouveau à tous dans *Neutrality Studies*. Aujourd'hui, une fois de plus, nous sommes rejoints par notre ami et collègue Evarist Bartolo, ancien ministre des Affaires étrangères de la belle nation insulaire de Malte. Evarist, bienvenue à nouveau, et merci beaucoup pour cette conversation. Evarist, tu m'as en fait dit que le mois de mars, dans lequel nous nous trouvons actuellement, est un mois où Malte commémore quelque chose d'important : la fermeture des dernières bases étrangères sur l'île. Nous en parlerons bien sûr dans le contexte de la guerre en Iran, mais pourrais-tu peut-être nous donner un peu de contexte sur les raisons pour lesquelles Malte a accueilli des bases étrangères au départ, et comment elle a réussi à les fermer ?

#Evarist Bartolo

Oui, la fin du mois de mars est importante pour nous, car le 31 mars 1979, les Britanniques ont quitté leurs bases navales et militaires, qu'ils avaient maintenues à Malte depuis 1800. Mais ce n'était pas la première fois que Malte servait de base à des puissances étrangères qui se disputaient la domination. Ils considéraient que Malte occupait une position stratégique importante juste au sud de la Sicile. Ce qui les intéressait encore plus que la situation géographique, c'était le port profond bénéficiant d'un bon climat toute l'année, ce qui était évidemment très, très important. Cela a été à la fois notre bénédiction et notre malédiction, car à cause de ce port profond, nous avons été dominés pendant des millénaires. Ce n'est donc pas seulement la base britannique — dans notre histoire, je crois que nous avons été envahis environ vingt-quatre fois.

Et nous avons toujours été envahis, non pas à cause de quelque chose que nous aurions fait ou parce que nous, en tant qu'autochtones, représentions une menace, mais parce que la puissance qui détenait Malte comme base constituait évidemment une menace pour d'autres puissances de la région. Ainsi, pour nous, depuis 1979, c'est la première fois que nous ne servons pas de base militaire. En 8 500 ans d'histoire, ce n'est que durant les huit dernières minutes environ — si l'on compressait notre histoire en 24 heures — que nous avons été sans bases militaires. Ce qui est intéressant, c'est qu'en 1987, nous avons réussi à obtenir une modification constitutionnelle, et que les deux grands partis de Malte se sont engagés à ne rejoindre aucune alliance militaire et à ne pas permettre que notre territoire serve de base militaire étrangère à d'autres puissances.

#Pascal

C'est très important. Malte est un pays neutre. Mais, vous savez, selon la pensée actuelle en matière de politique étrangère d'une grande partie de l'establishment occidental, on pourrait s'attendre à ce qu'à ce stade vous soyez envahis par des forces militaires — soit russes, soit chinoises. Je veux dire, vous n'avez aucune protection. Qui protège Malte ? Pouvez-vous expliquer un peu comment les Maltais perçoivent leur sécurité dans leur région ?

#Evarist Bartolo

Le plus grand problème, je dirais, c'est la rhétorique, car il existe cette perception selon laquelle, si l'on n'a personne pour nous protéger, on sera envahi. Mais en réalité, l'histoire montre que nous avons toujours été envahis parce que nous servions de base militaire pour d'autres. Par nous-mêmes, nous ne pouvons menacer personne — et c'est une bonne chose, car nous ne constituons pas une menace. Ce qui a été très important pour nous, c'est de nous refuser à servir de base militaire pour quiconque et de ne pas nous aligner sur un bloc ou un autre. Ce qui est intéressant — et je trouve que de plus en plus de gens sont aujourd'hui prêts à accepter cet argument —, c'est ce qui se passe actuellement dans la guerre contre l'Iran, où les bases militaires ne sont pas des parapluies de sécurité, mais en réalité des paratonnerres, des aimants qui attirent les missiles et la guerre.

Au lieu de vous protéger, vous avez en réalité besoin d'être protégés de ces bases militaires. C'est, je pense, l'une des conséquences inattendues de la guerre contre l'Iran : elle pousse les gens du monde entier à reconsidérer la situation. Je ne crois pas que cela se produise de manière spectaculaire, mais d'après ce que j'observe, de plus en plus de personnes sont désormais prêtes à l'admettre. Vous savez, je suis aussi ce qui se passe à Chypre, par exemple, et de plus en plus de gens là-bas sont prêts à reconnaître que la présence de bases militaires étrangères sur leur territoire n'est pas un parapluie de sécurité, mais en réalité un aimant à problèmes — non seulement sur le plan militaire, mais aussi politique et économique.

#Pascal

C'est une très bonne façon de le dire, car en un sens, ce que le Qatar, Bahreïn et le Koweït subissent maintenant, c'est la foudre iranienne en représailles contre les États-Unis et Israël. Ces États du Golfe n'attaquent pas eux-mêmes l'Iran, mais comme ils accueillent les bases de ceux qui le font, ils deviennent automatiquement des cibles. C'est, je veux dire, la chose la plus naturelle au monde, même si Donald Trump continue d'affirmer que personne n'aurait pu prévoir qu'une telle chose se produirait. Penses-tu que cette situation va maintenant amener les habitants de ces pays à repenser leur stratégie de sécurité ?

Je veux dire, nous avons vu beaucoup de commentaires venant d'Arabie saoudite laissant entendre qu'ils envisagent de rejoindre la guerre, au lieu de faire l'inverse — dire « plus de bases » au Qatar, au Koweït, et ainsi de suite. Ils condamnent tous ces actes dirigés contre eux. Mais ne pensez-vous pas qu'en coulisses, certains de ces responsables de la politique étrangère — en particulier les ministres des Affaires étrangères — doivent se rendre compte que la cause de leur destruction actuelle est en réalité cette politique étrangère profondément erronée, fondée sur l'idée que fournir des bases garantit automatiquement la sécurité ? Moi, je le pense.

#Evarist Bartolo

Et il est très clair que même ce qui se passe en Asie — concentrons-nous un peu sur la Corée du Sud, par exemple — où la base est censée être là pour les protéger de la Chine. Alors qu'en réalité, si du matériel est nécessaire pour protéger les États-Unis et Israël, on le fait venir de Corée du Sud. Il est donc très clair que ces bases militaires — et rappelons-le, Pascal, qu'à l'heure actuelle il y a environ 1 247 bases militaires dans le monde, dont plus de 800, soit environ 90 %, appartiennent aux États-Unis. Et comme le secrétaire général de l'OTAN nous l'a récemment expliqué à propos de l'OTAN — et ce qu'il a dit à propos de l'OTAN s'applique aussi aux bases militaires — il ne s'agit pas de défendre les pays hôtes où ces bases sont installées, mais bien de projeter une puissance militaire mondiale.

Au lieu de vous protéger, vous vous retrouvez désormais impliqués dans les conflits mondiaux qu'une grande puissance comme les États-Unis entretient. Et ces conflits ont, vous savez, des racines très profondes et des conséquences douloureuses pour les pays qui les accueillent. Et je peux vous dire, d'après ma propre expérience, que je connais certaines de ces personnes — pas seulement des ministres, mais même des responsables de plus haut niveau dans les pays du Golfe — et la différence entre la façon dont ils s'expriment en public et la façon dont ils vous parlent en privé lorsque vous leur posez les questions que vous venez de poser. Pensez-vous que les bases sont là pour vous protéger, ou deviennent-elles en réalité un danger et un grand risque pour vous ? Et publiquement, même aujourd'hui, ils restent prudents quant à la manière dont ils s'expriment.

Publiquement, ils diraient : « Oh, ils sont bons. Cela fait partie de l'architecture de sécurité dans notre région. » Mais ils savent qu'en privé, c'est en réalité là pour les contrôler plutôt que pour les protéger, et que cela les expose à de sérieux problèmes — même sur le plan économique. Et

surtout, si l'on prend des pays comme le Koweït, Bahreïn et le Qatar, qui sont de petite taille, les conséquences peuvent se faire sentir sur l'ensemble du territoire. Ce n'est pas quelque chose qui peut exister comme une enclave isolée. Tu sais, et je peux te le dire, Pascal, même d'après notre propre expérience historique, lorsque Malte servait de base militaire pendant de nombreuses années, tout notre territoire était sous le contrôle du ministère de la Guerre en Grande-Bretagne. Il ne relevait même pas du ministère des Colonies.

Ainsi, quel que soit le projet d'infrastructure civile à réaliser — construire une route, prolonger le réseau d'eau, fournir de l'électricité, ériger un bâtiment — il fallait obtenir l'autorisation du ministère de la Guerre. Comment cela influençait-il les intérêts militaires du Royaume-Uni à Malte ? Si le projet allait à l'encontre de ces intérêts — sur le plan stratégique ou militaire — alors il ne voyait tout simplement pas le jour. Il n'est donc pas surprenant que, dans notre cas, l'industrie du tourisme et le secteur des services n'aient commencé à se développer qu'après que nous avons cessé d'être une base militaire, car il y avait enfin de l'espace — non seulement un espace physique et territorial pour ces développements, mais aussi, enfin, un espace décisionnel pour agir dans l'intérêt de notre propre population.

Et je pense que c'est quelque chose qu'il faut expliquer encore et encore, Pascal. Il n'est même pas nécessaire d'être originaire du Sud global pour le comprendre. Si l'on regarde ce qui s'est passé il y a 60 ans — littéralement en mars, il y a 60 ans — le président Charles de Gaulle a demandé aux États-Unis de fermer leurs bases navales et militaires en France. Et ce n'était pas seulement parce qu'il voulait retrouver la souveraineté nationale, ce qui était très important, mais aussi parce qu'il estimait que cela interférerait avec la prise de décision de la France — non seulement sur le plan militaire, mais aussi dans la gestion du pays selon ses propres intérêts.

#Pascal

Oui, je veux dire, ces alliances militaires — surtout lorsqu'elles sont si asymétriques, n'est-ce pas ? Entre une très grande puissance et une très petite, comme les vastes États-Unis et les petits Émirats arabes unis ou le Qatar, ou encore le grand Royaume-Uni et la petite Malte — ce ne sont pas vraiment des alliances. Ce sont, bien sûr, des relations coloniales. Et en fait, dans le cas de Malte, Malte était une colonie du Royaume-Uni, n'est-ce pas ? Elle a ensuite obtenu son indépendance. Mais pourquoi, selon vous, toute cette stratégie est-elle aujourd'hui mise à rude épreuve ? Je veux dire, le processus de décolonisation, du moins depuis 1945, était censé — du moins en théorie — aller dans cette direction.

Et nous savons que, disons, aux Émirats arabes unis et dans d'autres États du Golfe, il existait cette idée de donnant-donnant, n'est-ce pas ? La sécurité en échange de bases, et en somme une soumission à ce que cette puissance étrangère veut réellement. Nous savons que la même logique s'applique au Japon, et ce n'est ni un secret ni une théorie. Je veux dire, le traité de sécurité de 1953,

qui a d'abord établi que les États-Unis pouvaient ouvrir des bases, puis la révision de 1960 — celle toujours en vigueur aujourd'hui — disait très clairement : « D'accord, États-Unis, vous obtenez des bases. En retour, nous obtenons la sécurité. » Et nous ne l'avons pas.

Les Japonais, je veux dire, obtiennent la sécurité, et ils peuvent alors se concentrer sur le développement économique plutôt que sur le développement militaire, ce qui servait les deux parties. Et c'est tout — cela a en fait bien fonctionné, du moins pour le Japon et, on peut le dire, aussi pour les États du Golfe pendant un certain temps. Mais maintenant, c'est devenu un handicap, et je suis absolument certain que cela deviendra également un handicap pour le Japon. Ce sera un handicap pour les Philippines. Pensez-vous que ce qui se passe actuellement servira de signal à ces autres États pour qu'ils réexaminent leur stratégie, ou cela ne fera-t-il que renforcer l'idée qu'il faut encore plus de bases américaines pour dissuader l'autre camp ?

#Evarist Bartolo

Non, je pense que des questions profondes sont posées, et qu'elles ne feront qu'augmenter — pour au moins trois raisons : militaires, politiques et économiques. Quelque chose se passe, que je trouve très intéressant et qui, à ma connaissance, n'a pas encore vraiment été souligné : la technologie des missiles et des drones développée par l'Iran rend en réalité ces bases obsolètes. N'est-ce pas ? Parce qu'elles sont comme des porte-avions ancrés sur la terre ferme. Et nous savons que les États-Unis gardent leurs porte-avions et leur marine loin de l'Iran à cause de cette technologie de missiles et de drones. C'est très intéressant, car je pense qu'il s'agit d'un nouveau développement.

Et je suis sûr que même sur le plan militaire, même ceux qui sont favorables à la guerre et ceux qui en tirent profit devront repenser la présence de bases militaires, pour la simple raison qu'elles sont désormais devenues très vulnérables face aux drones et à la technologie des missiles — qu'ils soient hypersoniques ou balistiques. Il est moins coûteux d'attaquer des bases militaires que de les défendre. Ce qui est intéressant aujourd'hui, c'est que les drones et les missiles utilisés par l'Iran, pour un coût bien inférieur à celui des dépenses américaines, rendent effectivement — je le répète — moins cher d'attaquer ces bases, désormais plus vulnérables, que de les défendre.

Vous retirez le système radar. Comme je l'ai dit, ils sont comme des marines amarrées dans un port, ce qui les rend très vulnérables. C'est intéressant, Pascal, parce que cela me fait penser à un essai très important écrit par George Orwell, qui n'est probablement pas très connu. Il a été publié en octobre 1945 et s'intitule **La bombe atomique et vous**. Il y fait une réflexion que je trouve vraiment digne d'intérêt : l'histoire de la civilisation, malheureusement, est l'histoire du développement des armements, l'histoire du développement des armes.

Et il dit que lorsque les armes sont très coûteuses à produire, elles engendrent également des systèmes despotiques. Quand on dispose d'armes moins chères capables de défier les puissances établies, elles servent, selon sa belle expression, à donner des griffes aux faibles — c'est-à-dire que les faibles ont un moyen de riposter. Et je constate que cela se produit dans le Golfe. Il est donc plus

facile aujourd'hui, même à Chypre, de montrer que les bases militaires ne vous protègent pas, mais vous rendent très vulnérable, et qu'il faut en payer le prix. Et dans ce cas, il est intéressant de noter qu'avant la guerre contre l'Iran, le président Trump disait en réalité aux pays du Golfe : « Écoutez, ces bases ne sont pas des institutions caritatives ; vous devez les payer. »

Alors imaginez aller les voir et leur dire, après les avoir entraînés dans une guerre qu'ils ne voulaient pas, que non seulement ils en subissent les conséquences, mais qu'en plus ils doivent désormais payer pour ces bases — qui représentent en réalité une menace non seulement pour leur souveraineté, mais aussi pour leur sécurité et leur prospérité. Je pense qu'à l'échelle mondiale, cela constituera un argument fort en faveur d'une remise en question des bases militaires. De plus, la réalité économique est très importante. Gardons à l'esprit que l'Empire britannique a dû se retirer de nombreuses de ses bases militaires, y compris finalement de Malte.

Parce qu'ils ne pouvaient plus se les permettre. Maintenant, combien de temps les États-Unis vont-ils continuer à dépenser au moins 80 milliards de dollars par an pour entretenir ces bases ? Je ne parle pas de l'effort de guerre ni du coût de la guerre en Iran. Je parle de la somme d'argent dépensée par un pays qui a plus de 39 000 milliards de dollars de dette — et un déficit d'environ 6 %. Combien de temps les États-Unis peuvent-ils se permettre de maintenir ces bases militaires ? Je pense donc que la pression va s'accroître. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais je pense que la pression montera pour repenser et réévaluer les bases militaires à travers le monde.

#Pascal

Vous savez, nous avons vu cela au fil des siècles, surtout dans la guerre navale européenne, encore et encore. Et précisément ce qui se passe en ce moment — et la logique qui a poussé Malte à tenter de chasser le Royaume-Uni et de fermer toutes les bases — est la raison pour laquelle, en droit international, il existe tout un ensemble de règles appelé le droit de la neutralité. Il stipule clairement que si vous souhaitez revendiquer la neutralité, vous ne pouvez pas aider l'une des armées, vous ne pouvez pas l'héberger, vous ne pouvez pas avoir de bases, et même votre infrastructure de télécommunication, selon les Conventions de La Haye, ne peut pas être utilisée par elles. Car si vous l'ouvrez à l'une des deux parties, naturellement l'autre vous tirera dessus. Naturellement.

Et en réalité, cette logique est tellement bien comprise qu'elle est même inscrite dans les Conventions de La Haye, car c'est tellement évident, n'est-ce pas, que c'est bien ce qui se passe. Mais pour une raison ou une autre, nous avons réussi, au fil de la guerre froide puis durant les trente années de l'unipolarité, à remplacer cela par une logique qui n'est tout simplement pas juste, qui ne fonctionne pas — l'idée que ces bases produisent d'une manière ou d'une autre une sécurité accrue. Et les points que vous venez de soulever sont très, très importants. Ma question pour vous, également en tant que personne ayant travaillé avec des interlocuteurs du Golfe et en tant que professionnel de la politique, en tant que ministre des Affaires étrangères : combien de temps

pensez-vous qu'il faudra avant que les Émirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn, voire même l'Arabie saoudite, ne commencent — en coulisses — à discuter avec les Iraniens ? Parce que nous avons déjà vu cela auparavant.

Certaines personnes affirment que les États sous influence — les proxies des États-Unis — ne sont que des vassaux. Oui et non, car nous savons, d'après la guerre du Vietnam, que le président Diem du Sud-Vietnam avait en réalité mené des négociations secrètes avec Hô Chi Minh au Nord et cherchait à instaurer une forme de neutralité sud-vietnamienne, une sorte de cadre permettant de mettre fin aux combats. C'est l'une des raisons pour lesquelles les États-Unis ont approuvé son assassinat par ses propres généraux. Nous savons donc qu'à un moment donné, les proxies essaieront de trouver une solution. Je me demande simplement si vous avez l'intuition que les États du Golfe tentent déjà de faire savoir à l'Iran qu'ils seraient prêts à modifier cette relation si les combats cessaient. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

#Evarist Bartolo

Je n'ai aucun doute que des discussions ont lieu en coulisses de manière informelle, mais cela varie d'un pays à l'autre. On ne peut pas dire cela de tous, car les États du Golfe entretiennent chacun des relations différentes avec l'Iran. C'est une chose de parler d'Oman, par exemple — je n'ai aucun doute que des contacts s'y déroulent. Je n'ai aucun doute, même si je n'ai pas de preuve, que des discussions ont lieu entre le Qatar et l'Iran. Ils entretiennent de très bonnes relations. Toutes ne sont pas publiques, et toutes ne sont pas évoquées. Même le Koweït est différent. En ce qui concerne les Émirats, je dirais que c'est un autre cas, et dans une certaine mesure, il en va de même pour l'Arabie saoudite.

Quelque chose que je trouvais autrefois très intéressant, c'était lorsque je leur demandais, de manière confidentielle et privée, en parlant avec mes collègues : « Alors, comment gérez-vous vos relations avec les États-Unis, avec la Chine, avec la Russie en même temps ? Ressentez-vous une pression pour vous aligner complètement sur une puissance contre une autre ? » À cette époque, il leur était encore possible d'entretenir de bonnes relations économiques avec la Chine tout en maintenant ce qu'on appelait un accord de sécurité avec les États-Unis. Et ils me disaient souvent : « Écoutez, nous devons vendre notre pétrole. Nous devons vendre notre GNL. Nous devons importer des choses. »

Et les États-Unis ne peuvent évidemment pas satisfaire tous ces besoins différents. C'était possible auparavant, mais je pense qu'aujourd'hui cela devient encore plus envisageable dans un monde multipolaire. C'est donc une autre raison politique pour laquelle je pense que la pression en faveur d'un changement du modèle des bases militaires et du réseau militaire va s'intensifier. Je crois qu'il y aura moins de bases militaires à l'avenir, même dans le Golfe. Cela ne signifie pas nécessairement qu'une grande puissance comme les États-Unis ne cherchera plus à exercer un contrôle dans la région

— elle le fera simplement d'une autre manière. Évidemment, lorsqu'il s'agit des Émirats, c'est différent, Pascal. La relation entre les Émirats et Israël est symbiotique ; elle va bien au-delà des Accords d'Abraham.

#Evarist Bartolo

Si vous regardiez les parts que les entreprises des Émirats détiennent dans le complexe militaro-industriel israélien, vous seriez choqué.

#Pascal

Vraiment ? Je pensais qu'ils étaient plutôt corrects — pas au niveau du Qatar, évidemment — mais ils étaient très critiques envers Israël.

#Evarist Bartolo

Non, non, non. Les intérêts sont en réalité profondément enracinés. Et si vous aviez visité le salon de l'armement qui s'est tenu en février de cette année aux Émirats, vous n'auriez pas su s'il se trouvait à Tel-Aviv ou à Dubaï. Ils sont si proches. Et ils investissent — ils investissent dans les entreprises, dans la guerre, dans le complexe militaro-industriel israélien. Donc, non, non, non. C'est différent. C'est pourquoi j'ai dit que cela ne s'appliquerait pas à tout le monde.

En ce qui concerne l'Arabie saoudite, c'est un peu plus complexe. Mais je pense aussi que c'est pour cette raison que la relation que la Chine a tenté d'établir entre l'Iran et l'Arabie saoudite a rencontré des personnes cherchant à la perturber. Quelque chose que j'ai remarqué — récemment, j'ai participé à une discussion très intéressante intitulée « La multipolarité dans la région du Golfe », quelques semaines avant que tout cela n'arrive — c'est que certaines personnes dans la région éprouvent du ressentiment envers la Chine parce qu'elle ne se comporte pas comme les États-Unis. Elles veulent que la Chine intervienne, agisse comme les États-Unis, s'oppose aux États-Unis et établisse le même type de relations avec les différents pays du Golfe — comme une superpuissance dictant aux puissances moindres ce qu'elles doivent faire. Mais la Chine ne le fera pas.

#Pascal

Quel camp a dit ça ? C'était quelqu'un de la région, ou bien ces personnes venaient-elles de la région ? Ça sonne très européen, j'imagine.

#Evarist Bartolo

Oui, mais venant de la région — des diplomates de la région — qui s'adressaient en fait aux Chinois. Il y avait là des diplomates chinois de tout premier rang, et on leur disait : « Vous êtes si discrets, si réservés. Pourquoi n'êtes-vous pas comme les États-Unis ? » Et j'ai dû intervenir pour dire : «

Écoutez, s'il vous plaît, je pense qu'un seul pays comme les États-Unis suffit. Nous n'avons pas besoin de plusieurs États-Unis sous des noms différents. » C'était assez difficile pour les Chinois d'expliquer qu'ils ne veulent pas être comme les États-Unis — qu'ils souhaitent, oui, établir des relations, des relations commerciales et économiques, mais qu'ils ne viendront pas dire aux autres : « Faites ceci, faites cela », ou encore : « Vous êtes avec nous ou contre nous. »

#Pascal

J'ai eu une conversation très intéressante au début de la semaine avec Sheng Zeng. C'est un jeune chercheur chinois et un expert du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest qui étudie les relations de la Chine dans la région. Il m'a expliqué : « Écoutez, la Chine entretient en réalité de bonnes relations avec l'Iran. Ce n'est pas parfait, mais cela s'améliore. Et elle a aussi de bonnes relations avec les États du Golfe. Elle souhaite maintenir de bonnes relations avec les deux, car les importations de pétrole sont très importantes, tout comme les relations commerciales. »

Et la Chine a, comme il l'a expliqué, une sorte de côté « à la Deng » — Deng Xiaoping, un côté plus axé sur le commerce. Vous savez, « cache ta force et attends ton heure ». Et puis il y a l'autre, le côté plus maoïste, plus pro-révolutionnaire et pro-interventionniste. Mais ils sont condamnés à coexister. C'est simplement que la Chine ne peut pas être convaincue — enfin, le système ne peut pas être convaincu — de réellement devenir les États-Unis. Donc, c'est hors de question. En ce sens, mon point de vue en est venu à...

#Evarist Bartolo

Personnellement, je pense — et je ne sais pas si j'insiste trop sur ce point — qu'en regardant l'histoire, même si l'on considère le colonialisme, lorsque l'Occident s'est implanté en Amérique latine et dans d'autres régions, 300 ans plus tôt, des explorateurs chinois faisaient quelque chose de similaire, se dirigeant vers l'est et s'approchant de l'Afrique. Ils ne voyageaient pas avec une armée. Ils ne voyageaient pas avec des armes. Ils voyageaient pour commercer. Et partout où ils s'installaient ou faisaient escale, c'était pour mener des échanges commerciaux. Je pense que cela fait partie de leur civilisation — c'est ainsi qu'ils souhaitent interagir avec le reste du monde : par le commerce, non par la domination.

Je ne suis absolument pas d'accord avec l'idée de diviser le monde entre anges et démons. Nous sommes tous des êtres humains, nous avons tous nos intérêts, et nous essayons tous de faire ce qui est le mieux pour nous-mêmes. Mais je crois qu'il existe une sorte de culture de la domination en Occident que l'on ne retrouve pas dans d'autres civilisations. Et j'espère vraiment — d'ailleurs, lors d'une discussion que j'ai eue à Shanghai, quand j'ai été invité à prendre la parole lors d'une réunion du CSO de Shanghai — j'ai dit : « Veuillez lire *La Ferme des animaux*. À la fin, quand les cochons renversent les êtres humains, à un moment donné, on ne peut plus distinguer qui sont les cochons et qui sont les êtres humains. » Et j'ai ajouté : « S'il vous plaît, ne devenez pas comme ceux qui dominent le monde. »

Vous savez, ils ont une présence différente. Je ne pense pas qu'ils avaient besoin de mes mots, mais je pense que c'est différent. Et il est intéressant de voir comment ces différents pays vont désormais développer leurs relations avec l'Inde, avec la Russie, avec la Chine, avec le Brésil — et, bien sûr, un nouveau type de relation avec l'Iran. Ces pays en font une priorité. Ce n'est pas qu'ils veulent être contre un autre pays. Ils aimeraient — j'en suis sûr — avoir des relations avec le plus grand nombre de pays possible, et avec le plus grand nombre de puissances possible. C'est les États-Unis qui leur imposent quoi faire, avec qui s'aligner et qui suivre — c'est-à-dire eux-mêmes.

#Pascal

Vous savez, la plus grande menace pour ces nations — surtout les nations insulaires, bien qu'on puisse aussi considérer les États du Golfe comme des nations insulaires, puisqu'ils sont en quelque sorte entourés soit d'eau, soit de sable — vient en réalité du camp le plus fort dans toute rivalité entre grandes puissances. Oui. Il existe d'ailleurs un précédent très révélateur dans la guerre du Péloponnèse. Vous savez, le célèbre adage : « Les forts font ce qu'ils peuvent, et les faibles subissent ce qu'ils doivent. » Cela vient du Dialogue mélien — l'histoire de Mélos, cette île où les Athéniens sont allés dire : « Soit vous rejoignez la guerre avec nous contre Sparte, soit nous vous tuerons. »

Et puis ils l'ont rejetée en disant : non, nous ne voulons pas. Ils ont en fait donné une très belle définition de la neutralité : ne vaudrait-il pas mieux que nous soyons vos amis et les ennemis de personne ? Les Athéniens ont rejeté cela. Ils ont dit : non — soit vous êtes nos alliés et vous partez en guerre avec nous contre Sparte, soit vous mourez. Et ensuite, bien sûr, ils sont revenus et les ont tués. Mais les Méliens ont dit : non, nous voulons avoir le droit de n'être l'ennemi de personne. Alors, pensez-vous qu'il puisse y avoir une menace pour toute nation qui essaierait de se libérer de cette obligation d'alliance — d'aller en guerre avec ou pour les États-Unis —, qu'elle pourrait être menacée par les États-Unis si elle tentait de le faire ?

#Evarist Bartolo

Ils essaient toujours de te maintenir dans leur sphère — non seulement une sphère d'influence, mais une sphère de contrôle. Et il est intéressant de constater que, même si l'on regarde ce qui s'est passé après la création d'abord de l'OTAN puis du Pacte de Varsovie, ces alliances, au lieu de s'opposer ou de se contenir mutuellement, servaient en réalité à contrôler les membres de leurs blocs. C'est pourquoi, par exemple, de Gaulle a estimé devoir dire à l'OTAN et aux États-Unis de quitter la France — parce qu'il voulait que la France ait la liberté de manœuvre et soit maîtresse de son propre destin et de son processus de décision. Regardez l'Italie.

Je suis sûr — et je peux te le dire d'après mon expérience personnelle — croirais-tu que l'Italie aurait été heureuse d'être un pays neutre et de ne pas faire partie de l'OTAN ? Mais elle était enfermée dans le bloc. Je suis certain que c'est l'une des raisons pour lesquelles les politiciens italiens — de

gauche, de droite, même du centre-gauche et du centre-droit — ont aidé Malte à devenir neutre, parce que nous étions un peu comme leur surmoi. Ils aimaient ce que nous faisons parce qu'ils voulaient le faire eux-mêmes : avoir une sorte de relation avec le monde arabe, avec la Méditerranée, avec l'Afrique, essayer d'être amis avec tout le monde au lieu d'être enfermés dans un seul bloc. Mais les Américains ne leur ont pas permis de le faire, et c'est pourquoi ils se sont beaucoup — vraiment beaucoup — mêlés de la politique italienne.

Je dirais même, jusqu'à éliminer des personnes comme Moro, qui voulait que l'Italie ait une présence plus affirmée — non pas la présence d'un vassal, ni le rôle d'un vassal, mais celui d'un pays souverain. Encore une fois, il ne s'agissait pas d'être contre les États-Unis, mais de vouloir entretenir à cette époque de bonnes relations avec l'Union soviétique, avec la Chine, avec l'Afrique, avec le monde arabe. Mais oui, cela ne leur plaisait pas. Maintenant, si l'on regarde du côté de l'Union soviétique, la même chose se produisait avec la Hongrie, avec Prague — vous savez, on les envahit pour s'assurer de les discipliner et de les maintenir dans le bloc. Donc oui, les grandes puissances feront tout ce qu'elles peuvent pour vous garder sous leur contrôle.

#Pascal

Oui, mais l'observation que tu as faite sur le coût de ces bases est en réalité quelque chose qui pourrait modifier ce calcul. Évidemment, pas en Europe. Je veux dire, je suis à peu près sûr que les États-Unis sont prêts à aller très, très loin, y compris à recourir à la violence, contre la plus grande menace pour l'OTAN — qui n'est pas la Russie. La Russie est en fait très commode dans le récit. La plus grande menace, c'est le neutralisme. Si quelqu'un se met soudainement en tête : « Hé, et si je quittais simplement le bloc — sans rejoindre la Russie, mais simplement en le quittant ? », ce serait dévastateur pour quiconque essaierait sérieusement de le faire du côté de l'OTAN, bien sûr, tout comme cela a été dévastateur pour Imre Nagy lorsqu'il a tenté de faire sortir la Hongrie du Pacte de Varsovie.

Mais en tout cas, penses-tu que maintenant, en ce qui concerne la question des bases, les États-Unis eux-mêmes vont peut-être reconsidérer leur valeur ? D'un autre côté, je veux dire, elles ont de la valeur dans la mesure où elles permettent d'entraîner une autre nation dans une guerre. Pour le Japon, si les États-Unis voulaient vraiment mener une guerre contre la Chine, il leur suffirait de s'assurer que la Chine attaque d'une manière ou d'une autre une base américaine à Okinawa. Et presque naturellement, le Japon serait obligé d'entrer en guerre, puisque ce serait une attaque contre son territoire. Donc, en termes de politique de puissance, les bases continueront à remplir une fonction, n'est-ce pas ?

#Evarist Bartolo

Mais je pense que le plus grand problème ne vient pas des personnes dans l'armée ni de celles qui élaborent les stratégies de leurs pays — que ce soit les États-Unis, la Chine ou la Russie. Dans le cas des États-Unis, le plus grand problème, selon moi, c'est le complexe militaro-industriel de l'IA, car

son modèle repose intrinsèquement sur la nécessité de vendre autant de produits que possible, même s'ils n'ont pas de sens. Je pense que c'est le plus grand défi auquel les États-Unis sont confrontés. Nous avons vu, même dans le cas de la guerre contre l'Iran, des membres de l'armée dire au président et à l'appareil de sécurité américain : « Cette guerre n'a pas de sens. » Mais si les intérêts du complexe militaro-industriel l'emportent...

Et je suis sûr qu'ils essaieront de conserver autant de bases que possible à travers le monde, même si cela n'a pas de sens. Par exemple, nous avons entendu des discussions à ce sujet : est-il logique d'avoir un porte-avions aujourd'hui ? Est-il logique de posséder ces grands navires de guerre qui sont devenus si vulnérables face aux nouvelles technologies de drones et de missiles — qu'ils soient marins ou aériens ? Ainsi, même si la technologie militaire devrait amener l'establishment américain à repenser les milliers de milliards qu'il dépense, à se demander s'il les dépense judicieusement et dans quelle mesure cela a du sens, nous verrons encore le même type de pression pour s'en tenir au modèle existant pendant longtemps.

Même si cela n'a pas de sens — même si ces bases n'ont pas de sens, même d'un point de vue militaire — ils essaieront de les conserver. Ce que je pense qu'il va se passer, c'est qu'ils essaieront aussi de changer le modèle d'engagement et la manière de garder le contrôle. Parce que je peux te dire, Pascal, qu'au moment même où à Malte nous commémorerons la fermeture de la base britannique, il y a eu beaucoup d'efforts de la part de l'OTAN, et surtout des États-Unis, pour garder Malte sous contrôle et pour impliquer notre petite armée et l'appareil de sécurité que nous avons — par exemple, en nous vendant leurs logiciels ou en nous impliquant dans des programmes de formation. C'est aussi une manière douce, une approche souple, mais cela te maintient tout de même sous contrôle.

#Pascal

Il existe différentes formes de contrôle des pays. Bien sûr, bien sûr. Et c'est très—c'est en réalité extrêmement sophistiqué. Je veux dire, la seule chose dont on ne peut pas accuser les États-Unis, c'est d'être stupides dans la manière dont ils abordent leur domination mondiale. Je veux dire, même la Suisse neutre—à quel point elle l'est encore, même sur le plan politique, c'est discutable—mais du moins sur le papier, nous le sommes. Ils sont heureux d'acheter des F-35 aux États-Unis, ce qui, comme nous le savons, n'est un secret pour personne. C'est clairement communiqué : si les États-Unis ne sont pas d'accord pour que l'armée suisse utilise le F-35, elle ne pourra pas voler. Nous avons acheté une voiture dont les clés se trouvent en réalité à Washington. Les clés ne sont pas chez nous.

#Evarist Bartolo

Encore une fois, c'était ça. Encore une fois, Pascal, c'est pour cela que de Gaulle voulait que les clés soient à Paris, tu sais, et non à Washington. Ce qui est important — ce que je pense être important dans ce domaine, Pascal — c'est de discuter de l'usage de la coercition économique. Parce que je

sais personnellement comment les États-Unis utilisent leur poigne de fer dans des pays comme Malte, voire la Suisse. On m'a dit, à propos de la guerre en Ukraine, que les discussions en coulisses avec les autorités suisses ne portaient pas sur la sécurité. Elles portaient sur : « Nous allons nuire à vos services financiers. Nous allons nuire à votre système bancaire si vous ne suivez pas notre ligne. » Donc là encore, nous devons apporter des changements à la domination du dollar, à la domination des institutions financières. Et si un monde multipolaire signifie aussi qu'il y aura différentes institutions pour gérer le système financier international, et si la coercition économique des États-Unis s'affaiblit, alors nous pourrions voir un peu plus de liberté de manœuvre pour les petits et moyens pays afin qu'ils puissent gérer leur propre destin et ne pas être contrôlés par de plus grandes puissances.

#Pascal

Comment Malte a-t-elle fait ? Comment Malte s'est-elle dégagée de l'étreinte étroite du Royaume-Uni et, par extension, de toute la sphère de l'OTAN ? Comment cela s'est-il produit — euh, comment a-t-elle réussi ?

#Evarist Bartolo

Eh bien, historiquement, nous devons rendre hommage à une figure comme Dom Mintoff. Dom Mintoff, qui a été Premier ministre pendant de nombreuses années — c'était notre Lee Kuan Yew, Pascal. C'était un homme d'État, il aimait Malte, et il était, vous savez, « Malte d'abord, Malte avant tout ». C'était son slogan. C'était un négociateur très dur — vraiment très coriace, très difficile à amadouer — et il gardait toujours l'avantage face aux puissances avec lesquelles il traitait. En l'occurrence, il s'agissait du Royaume-Uni, de l'OTAN et des États-Unis. Même si l'on consulte les documents classifiés, on peut voir à quel point Nixon et Kissinger craignaient que Malte ne tombe sous la sphère d'influence non pas de l'Union soviétique — bien que ce soit ce qui était dit publiquement — mais de la Libye.

Ils étaient très inquiets que Kadhafi parvienne à entraîner Malte, et que Malte devienne un avant-poste important pour lui s'il voulait nuire à l'Europe. C'est ce qu'ils disaient à l'époque. Mintoff savait qu'ils s'en préoccupaient, et il a, je pense, joué habilement la carte Kadhafi. Par exemple, je vais te raconter une anecdote peu connue. Pendant qu'il négociait avec le Royaume-Uni — c'est intéressant, car l'OTAN était présente à Malte sans aucun accord formel et sans payer pour y être — ils disaient : « Le Royaume-Uni fait partie de l'OTAN, donc si Malte fait partie du Royaume-Uni, nous avons parfaitement le droit d'être ici et nous n'avons pas besoin de payer. » Quand Mintoff est arrivé au pouvoir en 1971, il a dit : « Non, cela doit changer. »

Vous devez payer. Concluons un nouvel accord de défense — il durera sept ans. En fait, il a été conclu en mars 1972, de sorte qu'en mars 1979 vous quitteriez le pays, et nous avons promis que nous ne permettrions à personne de vous remplacer. Pendant qu'il discutait de cela à Londres, il avait l'habitude d'envoyer son vice-premier ministre à Tripoli le soir. Ils discutaient au téléphone en

maltais, sachant parfaitement que le MI6 les écouterait. Depuis Tripoli, le vice-premier ministre ne cessait de lui dire : « Ne perds pas ton temps à négocier avec les Britanniques sur ces questions — Kadhafi est prêt à tout te donner. »

« Ne perds pas ton temps. » Alors Mintoff retournait écouter. Et quand je te dis ça, le vice-premier ministre n'avait rien discuté avec Kadhafi — c'était entièrement du bluff. Le matin, il s'y rendait en souriant, essayant de mener une négociation serrée. Du côté britannique, on disait : « Mais vous avez quelque chose derrière la tête. Pourquoi nous poussez-vous à bout ? Nous sommes sûrs que Kadhafi est prêt à vous donner de l'argent. » Et ils répondaient : « Non, non, non, non, non. » Il les laissait donc dans le doute, et grâce à cela, il a mené une négociation difficile. Ce qui était très intéressant, c'est qu'une fois la négociation terminée, et qu'il avait réussi à obtenir un bien meilleur accord — un accord stipulant qu'ils partiraient d'ici 1979 — il est parti pour Pékin, qu'on appelait alors Peking.

Et cela les a complètement pris par surprise, car même leurs services de renseignement n'avaient pas compris qu'il préparait un voyage en Chine après la conclusion de l'accord. Il n'est pas allé à Moscou — évidemment, il ne voulait pas que Malte tombe sous l'influence soviétique. Mais il est allé en Chine, et la Chine était prête à aider. Il a vu que la Chine pouvait apporter son aide, même si c'était au début des années 1970, à une époque où la Chine n'était pas encore la puissance qu'elle est devenue aujourd'hui. Il savait que la Chine serait en mesure d'aider, et la Chine n'avait pas de flotte capable de venir à Malte pour l'envahir. C'était donc sa manière de négocier avec différentes puissances afin d'obtenir le meilleur pour Malte. Je pense que c'était une approche magistrale, très stratégique. Malheureusement, de tels dirigeants se font rares.

#Pascal

Pénurie extrême de nos jours. Si nous pouvions parler de cette période — je veux dire, je dirais que la Finlande en a connu une très similaire. Oui. Avec... comment s'appelait-il déjà ? Le dirigeant finlandais. Kekkonen. Urho Kekkonen. Oui, oui. Urho Kekkonen faisait quelque chose de très similaire avec les Soviétiques. Il s'est bien amusé, vous savez. Il s'est bien amusé en Suède.

#Evarist Bartolo

Il avait aussi Brandt, tu sais. Oui. Et même en Italie, il y avait des gens comme Moro, qui avaient une approche différente.

#Pascal

Le fait est que, depuis les cinquante dernières années, je dirais que les États-Unis ont favorisé toutes sortes de groupes de réflexion, d'écoles de politique étrangère et autres, et que le WEF — eh bien, ils ont réussi à éliminer ce genre de tendance souverainiste, même à gauche, cette manière de penser à ce qui est bon pour la nation. Donc, nous n'avons plus cela aujourd'hui. Mais ma question

est la suivante : ce qui se passe actuellement ne pourrait-il pas encourager le retour de ce type de réflexion ? Prenons l'exemple de Chypre.

Le plus grand problème de Chypre, c'est que l'île reste divisée entre deux alliés de l'OTAN — essentiellement le côté grec et le côté turc. Et pour compliquer encore les choses, il y a là-bas des bases britanniques, utilisées par l'OTAN et, par extension, par les États-Unis. Elles se trouvent à proximité directe d'Israël, de Gaza et donc de tout le Moyen-Orient — et elles ont été frappées par des bombes. Ne penses-tu pas que cela fera comprendre à ces avant-postes européens que, oh, nous pourrions avoir un problème plus grave que nous ne le pensions ?

#Evarist Bartolo

Oui, car lorsque le traité accordant l'indépendance à Chypre a été négocié en 1960, la condition pour cette indépendance était qu'à Akrotiri et Dhekelia, ils disposent de bases souveraines — pratiquement de la taille de Malte, environ 99 miles carrés. Cette zone n'est pas un territoire chypriote, mais bien un territoire souverain du Royaume-Uni, et évidemment pas de Chypre. Ces bases ont été utilisées par le Royaume-Uni et les États-Unis, ainsi que pour la guerre génocidaire à Gaza. Israël exerce une grande influence du côté chypriote de la république. L'attaque de drone a relancé le débat à Chypre sur l'avenir de ces bases.

Je ne sais pas à quel point cela jouera un rôle dans les prochaines élections. Dans quelques semaines, ils auront des élections là-bas. Le président chypriote, Christodoulides, a déclaré que tout était sur la table — nous discuterons de l'avenir de nos bases. Je ne pense pas que ce soit le genre de dirigeant qui souhaiterait que le Royaume-Uni parte. Il est très proche d'Israël, très proche de la direction de l'UE. Je ne le vois donc pas comme le type de dirigeant qui voudrait éloigner Chypre d'ici. Évidemment, la situation est compliquée par le fait que l'île est encore divisée, avec des bases turques d'un côté et des bases britanniques de l'autre.

Mais c'est tellement triste parce que, encore une fois, Chypre n'est pas en mesure d'avoir un processus décisionnel politique souverain, puisqu'elle est toujours occupée des deux côtés par des bases militaires étrangères. Et, comme je l'ai dit, cela a pour eux des implications qui vont au-delà du domaine militaire. Euh, voyons s'il y aura suffisamment d'élan pour mettre cette discussion sur la table. À un moment donné, ils allaient dans la direction de faire partir les bases, mais ensuite, vous savez, le coup d'État n'était pas seulement une affaire grecque — la Grande-Bretagne voulait aussi que Chypre lui reste subordonnée.

Et ils avaient un dirigeant qui était un visionnaire et, vous savez, un leader stratégique en la personne de Makarios — l'archevêque Makarios — qui a réellement dû fuir pour sauver sa vie. Il est passé par Malte en partant. Et il n'a jamais abandonné, car son rêve était de faire de Chypre un pays neutre. Mais il gênait. Ce que nous avons vu, je pense, au cours des huit dernières années, c'est, oui, un processus de décolonisation, mais en même temps un processus de recolonisation sous une autre forme. Nous avons vu des milliers de bases fermer avec le déclin des empires européens, mais

ensuite de nouvelles bases apparaître avec le nouvel empire. Il y avait donc ces deux forces — la décolonisation et la recolonisation. Ainsi, vous savez, l'histoire n'est pas linéaire. Et nous savons que le changement est difficile, mais le changement se produit aussi.

#Pascal

Oui, et tu sais, plus ça change, plus c'est la même chose, non ? Et bien sûr, nous comprenons que les États-Unis avaient un immense intérêt à fermer les bases britanniques partout dans le monde, puis à venir conclure des accords de stationnement avec les États qui venaient tout juste de chasser le Royaume-Uni, n'est-ce pas ? Ou à coopérer. Mais il était important de remplacer ce précédent, tu vois... Ce qui est incroyable, Pascal, c'est que si tu regardes le...

#Evarist Bartolo

Il y a une vingtaine de pays dans le monde qui possèdent des bases dans d'autres pays. Évidemment, comme je l'ai dit, les États-Unis en détiennent environ 90 %. Le deuxième pays, en termes d'empreinte, qui conserve encore une forte présence, c'est le Royaume-Uni. Et ensuite, seulement après cela, on trouve la Chine — pardon, même pas la Chine, mais la Russie. La Russie, puis la France, puis la Turquie. Même la Turquie a une présence assez importante. Et la Chine, elle, n'a pratiquement qu'une seule base à Djibouti, ce qui est intéressant à cause de ce que Djibouti a fait. Au lieu de dire à tout le monde de partir, Djibouti leur a dit : « Venez. » Donc je pense qu'il y a les États-Unis, la France, la Chine, l'Italie. C'est intéressant aussi — c'est un modèle différent.

#Pascal

C'est ce qui s'est passé pendant la guerre d'espionnage de la Seconde Guerre mondiale. La Suisse et la Suède, toutes deux neutres, n'ont pas dit à tout le monde : « Débarrassez-vous de vos espions, faites-les partir. » Elles ont dit : « Vous voulez avoir vos espions ici, dans vos ambassades ? Très bien, tout le monde peut venir. Les visas seront accordés — il suffit d'en donner à tout le monde. » Et nous savons qu'ils espionnent. Évidemment qu'ils le font, et c'est en réalité une bonne chose. C'est un partage d'informations très important, en fait, à différents niveaux.

#Evarist Bartolo

Jaishankar, le ministre indien des Affaires étrangères, appelle cela la multi-alignement. Ce n'est pas le modèle de non-alignement, mais il s'agit de s'aligner de manière à avoir le plus d'amis et de bonnes relations possible.

#Pascal

Mais un multi-alignement réussi exige aussi que vous soyez capable de dire non seulement oui à tout le monde, mais aussi non à tout le monde. Et cela peut vous pousser au bord du gouffre. Je

veux dire, il faut être capable de faire les deux. Vous savez, il y a encore une chose — je me demande combien de temps il faudra avant que cette leçon soit apprise dans une grande partie du monde, car le plus grand crime, je dirais, que nous ayons vu dans la politique européenne, c'est d'avoir rendu la neutralité ukrainienne impossible. En 2014, ce n'était pas un président ukrainien pro-russe qui a été chassé.

C'était un président favorable au neutralisme. Et vous avez rendu impossible pour l'Ukraine d'avoir une véritable neutralité fonctionnelle. Elle est donc devenue le champ de bataille, le théâtre des affrontements. Aujourd'hui, nous voyons la même chose se répéter au Moyen-Orient, simplement avec une configuration différente. Mais on le constate sans cesse : vous rendez impossible pour ces petits États non vassaux de maintenir un équilibre, n'est-ce pas ? De fonctionner comme zones tampons. Je me demande combien de temps il faudra avant que cela ne fasse tilt dans de nombreuses capitales.

#Evarist Bartolo

Malheureusement, Pascal, la vision, le leadership et même l'expérience historique ne s'héritent pas automatiquement. Chaque génération doit apprendre à ses propres dépens. Et malheureusement, je pense que les nouvelles générations — même celles que je vois en Europe — n'ont pas tiré les leçons historiques du passé. De plus, je crois, tristement, qu'elles ne connaissent même pas leur propre histoire. Elles ne connaissent même pas leur propre passé. Alors, comment peut-on apprendre du passé si l'on ne connaît pas son passé ? Et je parle même de ministres et de premiers ministres qui occupent des postes importants de pouvoir et de décision, et qui ne connaissent pas l'histoire de leur propre pays. Ils n'en ont donc rien appris.

#Pascal

Oui, c'est un moment assez incroyable, tu sais, quand un pays dirigé par un magnat de l'immobilier tue le dirigeant-philosophe d'un autre pays. Et, tu sais, l'Occident est aujourd'hui dans un état tellement infantile que même sa direction l'est. Et pourtant, le système lui-même parvient à être assez vaste pour engendrer toute cette mort et cette destruction.

#Evarist Bartolo

Ce que je trouve terrifiant, Pascal — et je ne pense pas exagérer en disant cela —, c'est que c'est comme si nous étions revenus à l'époque de la piraterie. Si l'on étudie les XVI^e et XVII^e siècles, avant le traité de Westphalie et l'établissement d'une forme de droit international pour réguler les relations entre les pays, à une époque où les pirates régnaient en maîtres et où « la force faisait loi » sur les mers, il est effrayant de constater à quel point la situation actuelle présente des similitudes. On entre dans un pays, on capture le dirigeant, on l'emmène. On dit : « Oh, Cuba ? Je déciderai de ce que je vais faire de Cuba, je vais la prendre. » Il y a le Nicaragua, il y a d'autres pays dont je disposerai à ma guise. C'est effrayant. Cela nous ramène en arrière.

#Pascal

Ce qui me sidère, c'est qu'il soit encore possible de présenter cela au public occidental comme faisant simplement partie de ce qu'on appelle l'ordre international fondé sur des règles.

#Evarist Bartolo

Je veux dire, il y a encore assez de gens qui y croient.

#Pascal

Je pense qu'ils sont moins nombreux maintenant, mais il y en a encore assez qui disent : « Non, dans l'ensemble, nous restons les gentils. »

#Evarist Bartolo

Combien de temps crois-tu encore à cela ?

#Pascal

Eh bien, mon ami, merci beaucoup, Evrys. C'était une très bonne discussion et des observations très importantes sur ces États. Donc, si les gens veulent te suivre, ils peuvent te trouver dans le *Times of Malta*, n'est-ce pas ? C'est là que tu écris. Oui, oui. Et comme je te l'ai dit la dernière fois, j'espère qu'au moment où nous nous reverrons, j'aurai aussi ma propre page Substack. J'ai hâte de voir ça. Et nous ferons certainement un épisode dès que le premier article sera publié, afin que je puisse y diriger les gens. D'ici là, Evrys Partolov, merci beaucoup. Merci. Tout le meilleur.